

Le conflit armé guatémaltèque : contexte historique

Origines

De 1960 à 1996, le Guatemala connaît un conflit armé interne dont les origines remontent à l'élection de Jacobo Arbenz à la présidence du pays en novembre 1950. En 1952, ce dernier entame une réforme agraire basée sur la nationalisation et la redistribution des terres cultivables non exploitées, notamment celles appartenant à la compagnie américaine United Fruit Company. Cette politique, jumelée à d'autres mesures perçues comme influencées par la pensée communiste, mène à la préparation, par la Maison-Blanche et la CIA, d'une opération qui aboutira en 1954 à l'exil d'Arbenz et à l'installation d'un régime militaire dirigé par le Colonel Carlos Castillo Armas. En 1958, le Colonel Armas est assassiné et le Général Ydígoras Fuentes prend les commandes du pays. En réponse aux règles dictatoriales imposées par ce régime, de jeunes officiers rebelles et des paysans se révoltent et prennent les armes en 1960. C'est le début d'une guerre civile qui durera 36 ans.

Ce conflit interne s'est développé dans le contexte de la Guerre Froide. La « Doctrine de Sécurité Nationale » et celle de « l'ennemi intérieur », qui trouvent leurs origines aux États-Unis, ont été implantées en Amérique latine et ont été utilisées par les gouvernements pour contrôler la population civile, notamment au Guatemala. La doctrine selon laquelle il existait un ennemi lié au communisme à l'intérieur du pays, menaçant la stabilité étatique, un ennemi devant être découvert et éliminé à tout prix, faisait partie des enseignements militaires et de la politique d'État appliquée pendant le conflit armé. L'application de cette doctrine a mené à des abus et de graves violations des droits humains (tortures, disparitions forcées, viols, etc.). Le concept d' « ennemi intérieur » était tellement vaste que l'ensemble de la population civile était prise pour cible en particulier les étudiants, les syndicalistes, les paysans, les autochtones (mayas) ainsi que les dirigeants politiques et sociaux.

En 1978, Fernando Romeo Lucas Garcia est élu Président du Guatemala. C'est au cours de son mandat que sont commis les premiers grands massacres contre la population autochtone. En 1982, le Général José Efraín Ríos Montt arrive au pouvoir après un coup d'État et met sur pied les Patrouilles d'Autodéfense Civiles (PAC), milices civiles créées pour lutter contre la guérilla. Le Général Ríos Montt met alors en action sa politique de la « terre brûlée », menant à la destruction complète de certains villages et à de nombreuses graves violations des droits humains.

Le 29 décembre 1996, la signature des Accords de Paix met officiellement fin au conflit armé.

Violations des droits humains

Le 23 juin 1994, un accord permet la création de la Commission d'Éclaircissement Historique (ci-après la « CEH ») afin de faire la lumière sur les violations des droits humains qui ont marqué le conflit armé interne au Guatemala. Dans son rapport « Mémoire du Silence »¹, rendu public le 25 février 1999, la CEH dépeint un État guatémaltèque autoritaire, exclusif et raciste.

¹ *Guatemala: Memoria del Silencio*, Informe de la Comisión para el Esclarecimiento Histórico (CEH), Ciudad de Guatemala, febrero de 1999.

La CEH affirme aussi que l'État n'a pas hésité, face aux mouvements de revendication, à recourir à une violence excessive et à la terreur afin de maintenir le contrôle social. Le rapport qualifie « d'actes de génocide » les violations des droits humains perpétrées par l'armée contre certains groupes ethniques et impute aux différentes forces de sécurité de l'État la responsabilité de 93% des violations commises durant la guerre civile, 4% étant imputées à des forces non identifiées et 3% à la guérilla.

Le bilan du conflit armé est estimé par la CEH à plus de 200 000 morts, 45 000 disparitions forcées et un million de déplacés internes.

Violences contre les femmes

Le rapport de la CEH fait également état des violences commises contre les femmes et de l'usage systématique des violences sexuelles comme arme de guerre, en particulier entre 1980 et 1984.

Selon les chiffres de la CEH, environ 88% des femmes victimes de violences sexuelles sont d'origine Maya (K'iche', Achí, Q'anjob'al, Mam, Q'eqchi', Ixil, Chuj et Kaqchikel). Toujours selon ce rapport, qui se base sur les informations et les témoignages disponibles au moment de sa rédaction, les femmes les plus touchées sont des adultes entre 18 et 60 ans (environ 60%) suivies de fillettes et jeunes filles entre 0 et 17 ans (35%) et enfin des femmes âgées de plus de 60 ans (3%). À partir des témoignages reçus, la CEH a pu établir que de nombreuses victimes étaient enceintes lors de la commission des crimes.

La participation des membres de l'armée a été recensée dans la grande majorité des cas de violences sexuelles répertoriées et est évaluée à 89%, la participation des PAC est évaluée à 15% et celle des auxiliaires militaires à 11%. Les témoignages recueillis indiquent également la responsabilité intellectuelle de militaires de plus haut rang.

Violences contre les peuples autochtones

De nombreuses violations de droits humains ont été commises à l'égard des peuples autochtones mayas du pays dans le cadre du conflit armé, accusés par l'État d'entretenir des liens avec la guérilla. En effet, les opérations anti-insurrectionnelles menées par l'armée guatémaltèque et les PAC ont forcé plusieurs communautés à se déplacer dans d'autres régions du Guatemala ou à se réfugier hors du pays. Dans son rapport, la CEH a aussi souligné qu'au moins 626 villages mayas ont été victimes de massacres et ont été détruits durant la guerre civile.

Les violations et la persécution à l'égard des autochtones ont eu des effets dévastateurs sur le tissu social des communautés. En effet, le rapport de la CEH fait état des conséquences destructrices qui ont gravement affectées leur structure organisationnelle, leurs normes de cohabitation et de cohésion sociales et les éléments de leur identité culturelle, notamment leurs valeurs, leurs coutumes et leurs traditions. Selon la CEH, « à travers la destruction physique des communautés, les exécutions, les massacres et la politique de la terre brûlée, l'armée guatémaltèque a porté atteinte aux éléments culturels de la cosmovision maya »² (traduction libre).

² *Idem.*, Tome IV, Chap. III, Section IV, Par. 4385.